

CELLULE DE TRAITEMENT DU RENSEIGNEMENT FINANCIER
ET LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT

Un manque flagrant de moyens

Le président de la Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF, rattachée au ministère des Finances) est intervenu à la radio le 29 octobre dernier, le jour même où le gouverneur de la Banque d'Algérie présentait aux députés son rapport sur la situation financière du pays. Créée en 2002, installée en 2004, la CTRF manque de moyens pour remplir sa mission en matière de lutte contre le blanchiment d'argent. Et surprise : c'est son président qui l'affirme !

La CTRF est chargée de recevoir, d'analyser et de traiter les déclarations de soupçons relatives aux opérations bancaires ou financières susceptibles de constituer des infractions de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme. Cet organisme ne brille pas par des bilans conséquents. Il y a quelques années, le précédent président de la CTRF avait fait savoir qu'en 2006 2 dossiers avaient été transmis à la justice et en 2007, sur 85 déclarations de soupçon transmises à la CTRF, un seul avait été transmis à la justice après sept mois de traitement et d'analyse. Il avait rappelé que la CTRF était devenue opérationnelle à partir de 2004 et avait commencé d'abord par s'organiser puis par une activité de sensibilisation des «entités déclarantes» pour les informer, leur faire prendre conscience et, pour certains, les former. La CTRF avait prévu des regroupements avec les assureurs, les notaires (pour la typologie de l'immobilier) et les avocats. Est-ce que cela a été fait ?

5 400 déclarations de soupçon seulement de 2005 à 2011 !

Entre 2005 et 2011, les institutions bancaires algériennes ont transmis à la CTRF pas moins de 5 454 déclarations de soupçon — dont près de la moitié, 2 567 pour la seule année 2011 — autour d'opéra-



tions financières inhabituelles, chiffres avancés par le président de la CTRF le lundi 29 octobre à la radio. «Notre cellule doit enquêter sur les déclarations qui nous parviennent et lorsque le crime est constaté, nous saisissons le procureur de la République», a-t-il précisé. La presque quasi-totalité de ces déclarations est faite par les banques, les notaires, avocats et commissaires aux comptes ne jouant pas le jeu, ce que semble déplorer le président de la CTRF : «Bien qu'elles soient soumises à la même obligation de communiquer sur les opérations douteuses, les institutions finan-

cières non bancaires ne nous ont jamais adressé la moindre déclaration de soupçon», a-t-il ajouté, en soulignant que les notaires, les concessionnaires, les commissaires aux comptes font partie de cette catégorie de professionnels soumis à la réglementation, en matière de déclarations de soupçon. Mais alors que faut-il faire pour que la loi soit appliquée ? Il souhaite que la lutte contre le blanchiment d'argent ne se limite pas à attendre que des déclarations de soupçon atterrissent sur son bureau. Terrible aveu d'impuissance ! Reconnaisant au passage le manque de moyens financiers et humains que subit

la CTRF : seule une vingtaine de personnes y exerce, ce qui est à peine croyable, alors que le blanchiment d'argent connaît une explosion sans précédent en Algérie. «Un nouveau décret portant sur la modernisation de la cellule est sur les bureaux du gouvernement», a ajouté le président de la CTRF.

38 missions de contrôle seulement en 2011

Selon son gouverneur, la Banque d'Algérie a mis en branle son dispositif de contrôle interne des banques et établissements financiers pour lutter contre le blanchiment d'argent et le transfert illicite de

devises. C'est ainsi que 38 missions de contrôle des filiales et services des établissements financiers publics et privés ont été menées durant l'année 2011. Ces opérations ont été effectuées dans 20 établissements financiers sur les 27 existants en Algérie.

«Ces opérations ont permis un examen objectif du phénomène du blanchiment d'argent et du transfert des fonds dans les transactions du commerce extérieur». 19 opérations de ce genre, effectuées dans onze établissements, ont été consacrées à la lutte contre le transfert illicite des fonds dans le commerce extérieur.

«Des rapports confidentiels ont été adressés à la cellule de traitement de l'information financière et du système monétaire ainsi qu'aux procureurs de la République des territoires concernés», a indiqué le gouverneur de la Banque d'Algérie le 29 octobre 2012 devant les députés. Un bilan bien maigre quand on sait l'étendue du blanchiment d'argent, du transfert illicite de devises et de la fuite des capitaux. Comment peut-il en être autrement, face à l'absence de volonté politique et avec le très peu de moyens octroyés aux institutions algériennes en charge de la lutte contre la criminalité transnationale organisée et faisant fi de l'indispensable coopération internationale.

Djilali Hadjadj

Qu'en est-il du dispositif gouvernemental ?

Une première opération d'évaluation et de contrôle du dispositif anti-blanchiment d'argent mis en place au niveau des banques commerciales avait été lancée en avril 2007 par la Commission bancaire (organe rattaché à la Banque d'Algérie). C'est ce qu'avait annoncé à l'époque le gouverneur de la Banque d'Algérie, lors d'une rencontre avec les P-DG des banques publiques et privées, en présence du président du Groupe Afrique du Nord et Moyen-Orient auprès du Groupe d'action financière internationale (Gafi).

Ce dernier est un organisme intergouvernemental dont le but est de développer et promouvoir des politiques nationales et internationales visant à lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Depuis 2005, a-t-il rappelé, les règles prudentielles appliquées par les banques ont été consolidées avec la mise en place de mécanismes de lutte anti-blanchiment, grâce à un système de vigilance et d'alerte à l'intérieur des grandes

agences. Une loi relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme a été promulguée à cet effet, le 6 février 2005, suite à la publication des règlements du Conseil de la monnaie et du crédit (CMC) pour la mise en place d'un dispositif opérationnel de prévention et de lutte contre ces deux crimes financiers au niveau des établissements bancaires et financiers.

Le marché informel, un terrain «fertile»

Selon lui, l'opération des contrôles sur place, qui a été lancée en 2007, a été précédée par l'envoi, par la commission bancaire, d'un questionnaire à tous les assujettis (banques et autres établissements financiers) en vue d'une évaluation préliminaire du dispositif anti-blanchiment mis en place dans chacune des banques. Il en ressort d'ores et déjà, «des disparités et des manques qu'il faudra rapidement com-

bler», avertit le même responsable. Selon les recommandations du Groupe d'action financière internationale (Gafi), dont l'Algérie est membre observateur, les piliers sur lesquels la lutte contre le blanchiment d'argent repose se résument en quatre principes : l'incrimination de ce délit dans la législation d'un pays, la coopération avec les établissements bancaires et financiers et d'autres corporations (notaires, agences immobilières...), la création d'un organisme national spécialisé dans la lutte contre ce crime et enfin la coopération internationale. Il n'en demeure pas moins que «l'application des recommandations du Gafi dans les pays en développement rencontre des difficultés», du fait que «l'économie de cette catégorie de pays est souvent en cash, informelle et marquée par un manque d'investissements».

Il y a lieu de dire, à ce propos, qu'en Algérie, aucune estimation sur le volume de l'argent blanchi n'existe pour l'heure.

D. H.

15^e Conférence internationale de lutte contre la corruption à Brasilia à partir du 7 novembre

Du 7 au 10 novembre 2012 se tiendra dans la capitale brésilienne la 15^e Conférence internationale de lutte contre la corruption (rencontre qui a lieu tous les 2 ans, la Thaïlande ayant accueilli la 14^e édition en 2010). L'édition qui s'ouvre dans 2 jours est placée sous le thème central du «Soutien à la société civile et aux jeunes» qui veulent changer les règles du jeu pour plus de transparence dans la vie publique et pour faire progresser la lutte contre la corruption.

LSC